



Avec la grande humanité qui est sa marque de fabrique, Mme la Désadministratrice des Finances Publiques vient de présenter le projet de restructuration qu'ont rédigé pour son compte les sbires de Bercy.

Ce projet, d'ambition nationale, est le clone de celui que Bercy avait déjà tenté d'imposer – avec tout autant d'humanité – en 2000, sous le pseudonyme de « Mission 2003 », dont les anciens se souviennent obligatoirement.

Il avait fait l'objet d'un rejet tout aussi national des agents, des élus, des contribuables. Le ministre de l'époque, Christian Sautter, n'y avait pas survécu. Son auxiliaire, Florence Parly, a connu une longue – mais douillette – traversée du désert dont elle est sortie, comme on sait, en juin 2017.

Il s'agit donc d'un projet périmé issu de données désuètes.

Il se propose de supprimer nationalement – mais avec humanité – environ 2/3 des services actuellement implantés sur tout le territoire (Service des impôts des particuliers, Service des impôts des entreprises, Trésoreries, etc.), rendant ceux qui vont subsister difformes, ingérables et éloignés des territoires qu'ils sont censés administrer, et de leurs usagers (professionnels, particuliers, collectivités territoriales).

C'est donc d'une hécatombe administrative qu'il s'agit, sans précédent en France, de tous temps, sous tous les régimes.

Naturellement, le milieu rural paye un tribut insoutenable – bien que les départements urbains ne fussent pas épargnés, loin s'en faut. Les laissés-pour-compte sont déjà connus :

- Les personnes à mobilité réduite.
- Les contribuables – jeunes ou vieux – ne maniant pas l'outil informatique ou n'en disposant pas.
- Les petites collectivités territoriales.
- L'intérêt de l'État.

Dans le même ordre d'idées, on pourrait suggérer à Mme l'« Administratrice », que, la circulation ou la délinquance dans le 04 étant ce qu'elles sont, on pourrait éradiquer gendarmeries et commissariats dès lors que les radars fixes et mobiles dématérialisent le contrôle routier.

Ainsi, en 2022, le projet signé par Mme l'« Administratrice » aboutira, nous l'annonçons solennellement, à ce que le territoire ne sera plus administré, au moment même où le Président de la République a annoncé tout aussi solennellement et suite au « grand débat », le 11 juin dernier : *« je veux remettre de l'humanité, de la proximité, c'est un changement de méthode que j'ai dessiné »*.

Bercy, faisant fi de toute humanité, en éradiquant la proximité via une méthode périmée depuis vingt ans, nous invitons toutes les catégories touchées, particuliers, professionnels, élus, agents des Finances Publiques, c'est-à-dire toute la population française, à apporter une réponse à la hauteur de l'agression.

En tout état de cause, la C.G.T. Finances Publiques refuse de s'inscrire dans une quelconque discussion au niveau national et local visant à mettre en œuvre ce sabotage du service public.

